

La désertification médicale n'épargne pas les villes

Les chiffres dévoilés dans le dernier rapport de l'agence régionale de santé montrent que même les grandes agglomérations de la région sont touchées. Des aides se mettent en place pour tenter de limiter le phénomène.

PAR PHILIPPE BAVEREL ET O.D.

En l'espace de quelques années, dans le domaine de l'accès aux soins, l'Ile-de-France est passée du statut de région privilégiée et « richement » dotée, à celui de région rassemblant le plus grand nombre d'habitants confrontés à des difficultés d'accès aux soins, en particulier en médecine générale.

Le rapport 2018 de l'ARS, agence régionale de santé, d'Ile-de-France est très clair : la région capitale n'est plus épargnée par la désertification médicale, y compris dans les grandes villes. Paris n'est pas épargnée.

UN COUP DE POUCE FINANCIER POUR LES MAISONS MÉDICALES

« Les déserts médicaux, ce n'est pas qu'en Mayenne ou dans la Beauce ! C'est aussi une réalité dans le nord de Paris », s'exclame ainsi Bruno Silberman, radiologue, président de l'Union régionale des professionnels de santé (URPS). A l'en croire, la pénurie de praticiens ne fait que commencer : « La moitié des 22 000 médecins qui exercent en Ile-de-France, dont 6 000 à Paris, ont plus de soixante ans. Le problème, c'est que les jeunes confrères ne sont pas aussi nombreux pour leur

Des chiffres qui font peur

En Ile-de-France

10 000

C'est le nombre de médecins libéraux qui seront en âge de partir à la retraite dans cinq ans. Cela représente **50 %** des effectifs actuels.



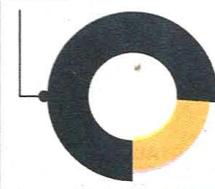
1 200

C'est le nombre de personnes qui se retrouvent sans médecin pour chaque départ à la retraite d'un généraliste.



76 %

C'est la part de la population d'Ile-de-France qui habite une zone où l'offre médicale n'est pas satisfaisante. Ce chiffre a été multiplié par **2,5** entre 2015 et 2018.



LE FIGURANT SOURCE: URPS

succéder ». Moins nombreux, les jeunes docteurs sont aussi démunis face à la hausse des prix de l'immobilier.

« Aujourd'hui, lorsqu'un médecin part en retraite, les murs de son cabinet ont pris une telle valeur qu'un professionnel en début de carrière

n'a pas les moyens de les racheter », observe Bruno Silberman. Non sans rappeler ce chiffre implacable : « Quand un généraliste part, plus de mille patients se retrouvent sans praticien ». Ce qui peut conduire à des situations compliquées pour les patients, notamment après un dé-

ménagement dans une nouvelle ville ou un autre département. Pour lutter contre le développement des déserts médicaux, l'URPS et l'ARS soutiennent financièrement l'installation de cabinets médicaux regroupant plusieurs médecins. En Ile-de-France depuis 2017, 70 projets fédérant

300 praticiens, ont ainsi été cofinancés par ces deux organismes à hauteur de 11 M€. A Paris, 9 cabinets collectifs, situés dans les IX^e, XI^e, XIII^e, XIV^e, XVIII^e et XIX^e, ont vu le jour grâce à ce coup de pouce.

C'est le cas du cabinet Fontaine, ouvert il y a un mois à Paris (IX^e) qui a bénéficié d'une aide de 130 000 € allouée par l'ARS et l'URPS. Le reste de la facture des travaux (170 000 €) qui ont duré six mois, a été financé par l'emprunt contracté par les deux médecins associés porteurs du projet : Catherine Majerholc et Jean-Baptiste Gouffier. Un « coup » de pouce qui ne sera sans doute pas suffisant en regard de la gravité de la situation : selon la projection de l'URPS, dans cinq ans, 50 % des médecins en activité seront en âge de partir à la retraite.

QUAND UN PROFESSIONNEL PART À LA RETRAITE, LES MURS DE SON CABINET ONT PRIS UNE TELLE VALEUR, QU'UN AUTRE, EN DÉBUT DE CARRIÈRE, N'A PAS LES MOYENS DE LES RACHETER

LE PRÉSIDENT DE L'UNION RÉGIONALE DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ (URPS)

« Il existe une réelle difficulté d'accès à un médecin traitant »

AURÉLIEN ROUSSEAU, DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ILE-DE-FRANCE

PROPOS RECUEILLIS PAR ANTOINE GUITTENEY

On parle beaucoup du problème de désertification médicale.

Quelle est la situation en Ile-de-France ?

AURÉLIEN ROUSSEAU. La désertification médicale en Ile-de-France est une problématique forte. Il existe une réelle difficulté d'accès à un médecin traitant. On considère que pour les trois quarts de la population cet accès n'est pas aujourd'hui satisfaisant. Ce constat, on le trouve d'ailleurs dans les premières remontées du Grand débat national. Comment en est-on arrivé là ?

Les causes sont multiples mais globalement la démographie médicale inquiète. En Seine-et-Marne, par exemple, plus de la moitié des médecins ont plus de 60 ans, et celui qui part à la retraite ne trouve pas de reprenneur. Dans les territoires plus urbains, dans les quartiers, le pro-

blème est différent, on ne trouve pas de jeunes qui veulent s'installer à ces endroits-là. Pas forcément à cause de l'environnement mais aussi et surtout à cause du prix de l'immobilier.

Ensuite il faut bien comprendre que les jeunes médecins ne veulent plus exercer comme on le faisait il y a quelques années encore. Le travail solitaire du vieux médecin de famille, ce n'est plus ce qu'ils recherchent. Ils veulent surtout ne plus être seuls.

Quelles aides pouvez-vous apporter ? Une de nos grandes actions c'est de pousser au développement des maisons de santé pluri-professionnelles et de les accompagner tout au long de leur création. Depuis 2017, nous en avons installé 85. Dans les deux prochaines années 74 projets devraient voir le jour. Je précise d'ailleurs qu'on est la seule ARS de France à aider les praticiens, y com-

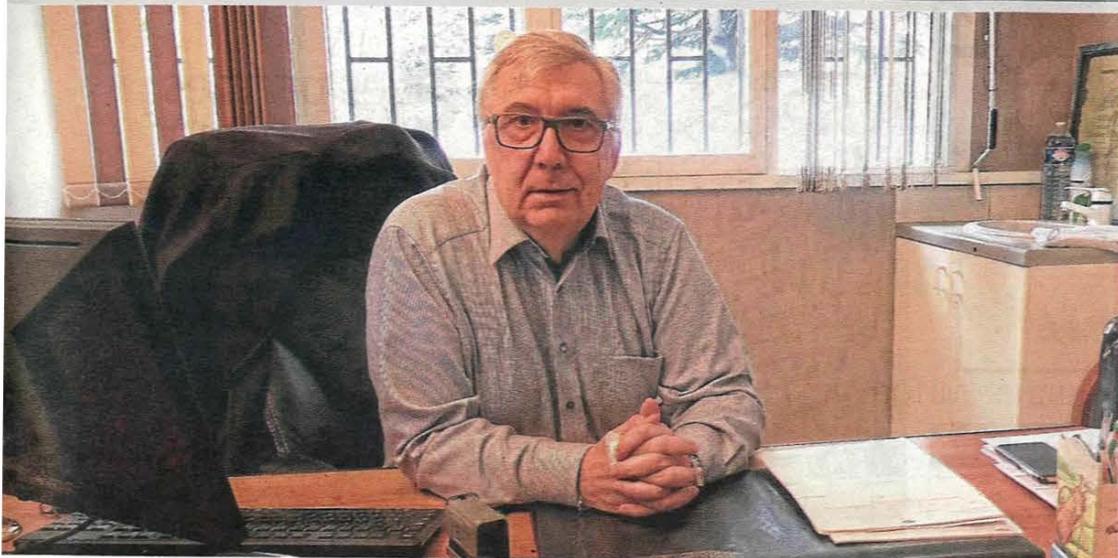
par sur la question immobilière. Concrètement, grâce à ces aides et à celles de l'Assurance Maladie, 500 professionnels de santé se sont installés dont 300 médecins. Mais qu'on ne se trompe pas, les médecins ne viennent pas pour les aides, ils viennent s'il y a un projet pluridisciplinaire.

Malgré ces avancées, la situation dans la grande couronne reste préoccupante... C'est notre défi. On veut avoir dans la grande couronne la même dynamique de création.

Et puis avec le plan Santé 2022, on va pouvoir disposer de nouveaux outils comme celui des 400 médecins partagés : des médecins qui auront un pied à l'hôpital, un pied en ville. Une mesure très concrète qui permettra aussi de faire baisser la pression sur les hôpitaux, parce que les hôpitaux sont les premiers à subir les conséquences de la désertification médicale.



Colombes (92), hier. Le docteur Aline Seif ne voulait pas que les 4 000 patients sans offre de soins, sa mobilisation a payé.



Cergy (95). Jacques Buvry propose des consultations sans rendez-vous deux fois par semaine pour recevoir ceux qui n'ont pas de médecin traitant.

« J'ai mis un an pour retrouver quelqu'un »

HANNA, 29 ANS, D'ARGENTEUIL (95)

Installée à Argenteuil (Val-d'Oise) depuis 2007, Hanna s'est retrouvée sans médecin traitant lorsque celui qui la suivait est parti à la retraite fin 2016. « Je venais d'accoucher avec des complications car j'avais fait une embolie pulmonaire, raconte cette mère de famille. J'avais besoin de consulter toutes les semaines pour faire des prises de sang. Mais impossible de trouver un médecin qui accepte de me suivre. » Pendant près d'un an, elle consulte en urgence chez les généralistes qui acceptent ce genre de rendez-vous « car la plupart ne le font pas ». Elle se rend aussi dans des centres de santé mais « il n'y avait pas vraiment de suivi possible ».

« EN URGENCE, C'EST SOUVENT FACTURÉ 35 €... »

Autre problème lorsque le docteur n'est pas le référent du patient : le remboursement des consultations. La sécurité sociale se base sur le montant minimum de 23 €. « Mais les médecins que l'on voit en urgence facturent souvent 35 €, poursuit l'Argenteuilaise. J'ai beau avoir une bonne mutuelle avec mon travail, la prise en charge se base sur le remboursement de la sécu. »

Accumulés, les dépassements d'honoraires sur les feuilles de soins d'Hanna atteignent 270 €. Une somme qu'elle a dû mettre de sa poche. « J'ai fait un courrier recommandé à la sécurité sociale pour réclamer le remboursement de cette somme mais je n'ai jamais eu de réponse. J'ai fini par laisser tomber », ajoute la jeune femme de 29 ans, dépitée.

Finalement, c'est à Colombes dans le département voisin des Hauts-de-Seine qu'un médecin accepte de la suivre en 2017. Une prise en charge qui lui évite de passer la journée aux urgences pour obtenir un traitement simple ou un certificat lorsqu'elle tombe malade, mais qui a tout de même ses contraintes. « C'est à 15 minutes de chez moi en voiture quand ça roule vraiment bien, indique Hanna. Sinon le soir c'est une demi-heure, ou bien 40 minutes en transport » JM.

« Le problème ne date pas d'hier, ça devient critique »

JACQUES BUVRY, GÉNÉRALISTE DE 68 ANS, S'INQUIÈTE DE LA PRISE EN CHARGE DE SES PATIENTS LORSQU'IL PARTIRA À LA RETRAITE

PAR JULIE MÈNARD

« Il y a des gens qui pleurent au téléphone car ils ne trouvent pas de médecin traitant. » Le désert médical, même dans les zones urbaines, Jacques Buvry le connaît bien. Médecin généraliste installé à Cergy (Val-d'Oise) depuis trente-huit ans, il a vu la situation se dégrader d'années en années.

« Il y a vingt ans, nous étions environ 120 généralistes dans le bassin de Cergy-Pontoise, se souvient-il. Maintenant, c'est à peine si nous sommes 90. Le

problème ne date pas d'hier mais depuis trois, quatre ans, ça devient critique. »

« JE N'AI AUCUNE IDÉE DE CE QUE VONT DEVENIR MES PATIENTS »

Fidèle aux valeurs de la médecine, Jacques Buvry n'arrive pas à claquer la porte au nez de ceux qui n'ont nulle part où aller. Alors il ouvre son cabinet sans rendez-vous, deux jours par semaine. Chaque fois, la salle est tellement pleine que les patients attendent plusieurs heures, parfois même debout. « Je ferme la porte à 17 heures, mais je reçois tous ceux qui sont dans la salle d'attente. Lundi, j'ai commencé à 8 heures et j'ai fini à 21 heures. »

Les autres jours, le docteur réserve sept à huit créneaux de libre

sur son agenda « pour recevoir en urgence ». Une organisation compliquée qui implique de très longues journées de travail. Mais qu'importe. Jacques Buvry aime son métier. « Ce qui m'inquiète, c'est que je vais bientôt partir à la retraite et que je n'ai aucune idée de ce que vont devenir les 2 600 patients dont je suis le médecin référent », souffle le sexagénaire.

Une crainte partagée par ceux qui occupent régulièrement sa salle d'attente. « Ça fait trente-cinq ans que je viens ici. Le jour où il ne sera plus là, je ne sais pas ce que je vais faire, regrette Lucette, qui approche elle aussi de la retraite. L'hôpital nous refuse. L'autre fois, j'y suis allée pour un calcul rénal et on m'a dit qu'il fallait d'abord passer par un médecin. On arrive à un âge où on ne peut pas se passer de docteur. »

Thierry, lui, compte beaucoup sur la remplaçante de Jacques Buvry. « C'est mon médecin traitant depuis trente et un ans, alors ça m'inquiète parce que c'est difficile d'en trouver un autre, explique ce Cergysois de 62 ans. Je connais des gens qui ont déménagé à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) et qui viennent encore consulter ici. »

Pourtant, il y a peu de chances que le successeur du docteur Buvry reprenne la liste de ses patients. « Ma remplaçante ne s'installera pas définitivement, car il y a trop de frais quand on reprend un cabinet seul », explique-t-il. Selon lui, une aide financière de la part de l'Etat ou des exemptions de charges pourraient faciliter l'implantation des jeunes médecins. « Mais tout ce qui est fait ne profite qu'à ceux qui s'installent dans des cabinets à plusieurs. »

Le combat d'Aline afin de maintenir une offre de soins de proximité

DANS LA SALLE d'attente du nouveau centre médical Les 4 Chemins, à Colombes (92), les patients défilent hier matin. Là, une dame âgée s'interroge sur l'utilité d'un vaccin qui lui a été prescrit il y a peu. Entre deux rendez-vous, un médecin lui confisque le produit, « vous reviendrez demain, je préfère qu'on vous le fasse ici, ne vous inquiétez pas ». Des sourires et des mercis s'échangent. Assise patiemment, une femme, venue avec son nourrisson constate, « ils sont efficaces ici, et rapides. J'ai déjà été obligée d'aller aux Urgences à cause du manque de médecins, et c'est long et angoissant. On avait bien besoin du maintien d'un centre de santé dans le quartier. Dans les environs, les médecins ne prennent

pas ou peu de nouveaux patients », regrette-t-elle.

« ON NE POUVAIT PAS ABANDONNER 4 000 PATIENTS »

Maintenir une médecine de proximité, défendre l'accès aux soins, sont autant d'enjeux pour le docteur Aline Seif, 43 ans, seule rescapée de l'ancien centre municipal de santé, fermé par la municipalité en 2017. « En 2014, la municipalité de Colombes avait commencé par fermer les spécialités pour ne garder que la médecine générale. Puis, en 2017, toujours pour raisons budgétaires et parce que la santé ne fait pas partie de ses missions, la ville a décidé la fermeture définitive. Je ne l'acceptais pas, il y avait un besoin fort de la population et on ne pouvait

abandonner 4 000 patients qui représentent près de 10 000 passages par an. Assurer la continuité de l'accès aux soins à ses personnes, c'était mon moteur. » Les solutions ne sont pas nombreuses. Réorienter les patients sur les généralistes du secteur ? « Ils sont déjà surbookés ». Vers les autres centres du département ? « C'était possible mais pour les patients, souvent défavorisés, c'était trop loin et difficile d'accès. » Reste alors la possibilité de créer une maison de santé. Le Dr Seif propose l'idée à la mairie... « qui adhère tout de suite au projet. » La ville aide comme elle peut, « en nous proposant des conditions de location avantageuses de nos locaux, en nous permettant de conserver le matériel médical existant, les meubles, en nous fournissant une aide technique... »

Ainsi, le centre médical, fermé en décembre 2017, rouvre sous

la forme d'une maison médicale en mars 2018. D'abord avec la seule Dr Seif, puis rapidement 2, puis 3 médecins, le tout dans les travaux et l'urgence. « Aujourd'hui, nous sommes 4 généralistes, 3 infirmières qui travaillent hors les murs, 2 sages-femmes, 1 endocrinologue, 1 audioprothésiste, 1 psychologue. »

ENCORE TROIS CABINETS DE LIBRES

Et de vanter le travail en centre de santé plutôt que dans un cabinet individuel : « On se consulte sur les protocoles, les conditions et la qualité des soins apportés sont, à mon sens, meilleures. » Le centre médical de Colombes recherche encore des praticiens paramédicaux, kinésithérapeute, orthophoniste... « Nous avons 3 cabinets de libre », annonce le Dr Seif.

A.G.



de l'ancien centre municipal se retrouvent